

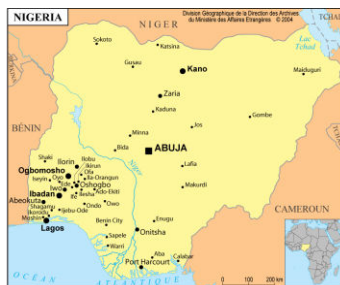
NIGERIA : FICHE PAYS NIGERIA– SEPTEMBRE 2025

Catégorie OCDE (2025) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / B3 / B

Change : naira / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -20% horizon 2030. Neutralité carbone 2060



FORCES

- Importantes réserves de pétrole (près de trois fois celles de l'Angola) et ressources minières
- La taille de son marché rend le pays très attractif
- Secteur privé dynamique

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures (30% des revenus budgétaires, 90% des exportations)
- Progression de la dette et poids élevé des charges d'intérêt
- Situation politique/ sécuritaire instable, tensions sociales

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : positive

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : les réformes initiées par le nouveau président en 2023 (suppression de subventions, libéralisation du système de change notamment) pourraient, après un ajustement en 2023-24, favoriser la modération de l'inflation et donc la consommation. Les perspectives d'investissement et de production dans le secteur des hydrocarbures s'améliorent et devraient contribuer à stabiliser la croissance à +3,4% en 2025 et +3,2% en 2026. A plus long terme, l'activité pourrait accélérer, portée par le plan de développement (« Agenda 2050 ») lancé en 2023.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : les progrès en termes de mobilisation des recettes fiscales attendus par le gouvernement devraient être insuffisants pour compenser la hausse des dépenses sociales et de sécurité. Le déficit devrait ainsi se creuser autour de -4 % du PIB en 2025-26 (-2,2% en 2024). Le rebasage du PIB décidé mi-2025, conduisant à une forte révision à la hausse du PIB a mécaniquement réduit le ratio de dette publique, estimé à 36% du PIB en 2024 contre de l'ordre de 54% précédemment. Sa progression (+ 15 pp entre 2020 et 2024) reste cependant un point de vigilance. Le poids de son service est très élevé, obligeant l'Etat à y consacrer une part importante de ses recettes.
- **Vulnérabilité extérieure** : la baisse progressive des exportations de pétrole brut au profit du raffinage local pourrait se traduire par une érosion de l'excédent courant qui resterait confortable (5,7% en 2025). La dépréciation du naira face au dollar (-70% entre mai 2023 et 2025) a favorisé la forte hausse de la dette extérieure dont le ratio a progressé de 10 pp à 40% du PIB en 2024. Les pressions à la baisse sur la monnaie nigériane pourraient s'atténuer après l'ajustement brutal consécutif à la réforme du système de change. Les tensions sur les liquidités sont plus modérées et la CBN a reconstitué ses réserves.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire a montré une certaine résilience depuis la crise sanitaire. La concentration des prêts dans le secteur des hydrocarbures constitue toutefois une source de vulnérabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : M. Tinubu a été élu à la présidence du pays en 2023 aux termes d'un scrutin qui a peu mobilisé. Le mécontentement social reste fort, attisé par le niveau élevé de pauvreté. L'opposition tente de s'organiser en prévision des prochaines élections prévues en 2027. La situation sécuritaire (attaques terroristes au nord, mouvements rebelles du delta du Niger) demeure instable dans un pays marqué par de nombreuses fractures (ethniques, religieuses, économiques).
- **Climat des affaires** : le Nigeria présente d'importantes lacunes en matière de gouvernance (corruption). Le pays est inscrit sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) (*) depuis 2023.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Nigeria est très vulnérable au risque climatique (123^{ème} sur 180). Le pays s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 20% à 47% à l'horizon 2030, notamment en développant les sources d'énergie renouvelables et vise la neutralité carbone en 2060. Il se classe 29^{ème} sur 60 pays pour la politique climat témoignant de l'engagement de l'Etat Nigérien dans ce domaine.

(*) Le GAFI dirige l'action mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)			
Exportations		Importations	
Hydrocarbures	89,4%	Produits pétroliers raffinés	28,2%
Cacao	1,8%	Machines, engins mécaniques	12,8%
Engrais	1,8%	Véhicules automobiles, cycles	9,8%
		Equipements électriques	6,5%
		Plastiques	5,1%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Inde	13,6%	Chine	24,0%
Espagne	10,8%	Inde	8,9%
Pays-Bas	9,2%	Pays-Bas	8,2%
France	5,9%	Etats-Unis	7,4%
Etats-Unis	5,4%	France (10 ^{ème})	2,2%

Source: International Trade Center, CNUCED

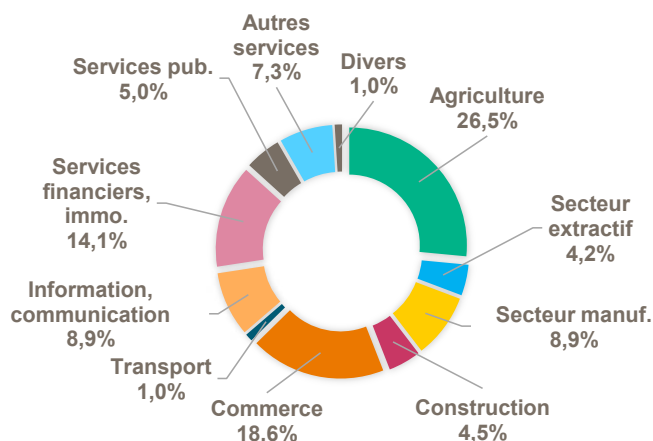
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

NIGERIA	2019	2020	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)**	668,0	595,4	606,5	643,8	486,7	252,1	291,4
Rang PIB mondial	26	27	31	31	39	41	37
Population (Mns)	201,0	206,1	211,4	216,7	222,2	227,7	233,3
Rang Population mondiale	7	7	6	6	6	5	5
PIB / habitant (USD)**	3 286	2 858	2 842	2 946	2 175	1 100	1 242
Croissance PIB (%)	2,2	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,4	3,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	11,4	13,2	17,0	18,8	24,7	31,4	24,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	10,8	7,9	6,4	5,1	2,8	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)**	30,2	21,4	25,7	26,6	29,8	36,3	39,4
Solde public (% PIB)	-3,3	-4,0	-4,0	-4,0	-3,1	-2,2	-4,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.) ⁽¹⁾	32,3	32,3	31,0	22,2	35,7	20,1	22,5
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-2,1%	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,2%	6,8%	5,7%
IDE (% du PIB)	-0,4%	-0,6%	0,2%	-0,3%	0,3%	0,3%	0,6%
Réserves (en mois d'importation B&S)*	6,3	6,6	6,0	6,0	5,4	5,7	7,5
Dette extérieure totale (% PIB)**	12,2%	15,6%	17,2%	17,3%	29,4%	40,0%	36,6%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,1%	3,1%	3,1%	3,3%	3,9%	8,2%	7,7%
Taux de change	306,9	358,8	400,0	426,0	460,8	1100,5	1485,0
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	14,6	15,1	14,6	13,8	13,3	15,3	NA
Taux de NPL	6,0	6,0	4,9	4,0	4,4	4,5	NA
ROE	25,3	23,4	16,0	17,2	28,5	40,0	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	187	187	185	187	181	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	131	129	127	127	128	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	128	129	131	123	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	29	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources : FMI (WEO&REO 04/2025, rapport pays 07/2025);*Banque Mondiale;** BMI Fitch solutions
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

⁽¹⁾ Budget consolidé

Nigéria : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024*)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Reprise de la production de pétrole**

Le Nigéria, 1^{er} producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne devant l'Angola, a enregistré une baisse de sa production (sabotage, champs vieillissants, manque d'investissements) entre 2020 et mi-2023 (1,2 M bl/j contre 2,1 M au T1 2020). L'extraction a repris lentement, permettant au pays de respecter son quota OPEP (1,5 M bl/j) depuis le T3 2024. Le Nigeria devrait solliciter le relèvement de ce quota fin 2025 avec l'objectif de produire 2 M bl/j en 2027.

L'exploitation pétrolière représente environ 4% du PIB rebasé (15% en 2010)¹ mais **les recettes du secteur des hydrocarbures restent essentielles pour le budget** (30% des recettes) **et les ressources en devises** (90% des exportations). Depuis 2023, Le gouvernement a annoncé différentes mesures, notamment fiscales, pour attirer les investissements dans le secteur. Ces derniers ont toutefois peu progressé ces dernières années malgré la promulgation d'un nouveau cadre juridique (« Petroleum Industry act » de 2021). Plusieurs projets ont néanmoins été confirmés². L'intérêt croissant de l'Europe pour le gaz africain pourrait également soutenir les investissements. La réalisation de deux gazoducs concurrents³ est ainsi à l'étude. Le Nigéria développe également le secteur aval, avec la mise en service début 2024 de la raffinerie de Dangote⁴.

Le pays dispose également de **ressources minières**, en particulier de minerais stratégiques (lithium) [pour lesquelles l'UE a exprimé son intérêt](#).

Le secteur des **services** (de l'ordre de 55% du PIB) est dynamique, porté par le **commerce** et les **technologies de l'information et de la communication (TIC)**, dominées par le secteur privé. L'écosystème de start-ups est performant, en particulier dans le domaine de la tech.

Dans le **secteur agricole** (plus de 26% du PIB après rebasage), l'Etat souhaite **relancer la filière de production de cacao** dont les prix sont historiquement élevés en 2025. Il a créé un Office national de gestion du cacao (National Cocoa Management Board – NCMB) en mai 2025 pour structurer la filière et se positionner face aux deux principaux producteurs : la Côte d'Ivoire et le Ghana.

- **Premiers signes des effets positifs des réformes du Président Tinubu**

A son arrivée au pouvoir en 2023, le nouveau Président a lancé des réformes structurelles d'ampleur, notamment la suppression des subventions sur le carburant et la libéralisation du système de change. Ces mesures radicales ont provoqué la chute du cours du naira (cf.

Partie 3) et une forte hausse des prix qui a pesé sur l'activité. La croissance a repris en 2024 (+3,4% après +2,9% en 2023), tirée par les bonnes performances du secteur des hydrocarbures et des services.

En 2025, malgré la revalorisation du salaire minimum et des tarifs de certains services (télécommunication), l'inflation devrait continuer à baisser mais rester élevée (21,9% en juillet contre 34,8% fin 2024). La banque centrale (CBN), qui a maintenu son taux de référence inchangé à 27,5% depuis novembre 2024, pourrait l'abaisser fin 2025-début 2026. Les investisseurs pourraient reprendre confiance dans un environnement économique assaini par les réformes. Par ailleurs, l'activité devrait être davantage soutenue par le secteur pétro-gazier qu'au cours des dernières années, grâce à la reprise, même modeste de l'extraction et à la montée en puissance du raffinage domestique.

Le Nigéria est peu exposé aux mesures commerciales de l'administration américaine dans la mesure où le pays exporte essentiellement du pétrole, exempté de droits de douane « réciproques ». Le pays est en revanche vulnérable à l'évolution des prix du pétrole, très volatils mais qui devraient rester plutôt bas en 2025 dans un contexte de croissance mondiale contrainte et d'augmentation de l'offre OPEP.

Le FMI⁵ prévoit une croissance stable (+3,4 %) en 2025 et +3,2% en 2026 et la Banque Mondiale + 3,6% et +3,7%. BMI Fitch Solutions est plus optimiste à +3,8% et +4% respectivement. Ces prévisions sont cependant entourées d'incertitudes compte tenu de la situation internationale (conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, évolution de la demande mondiale, des cours du pétrole...) mais aussi nationale (production de pétrole, tensions sécuritaires et sociales, cours du naira...). **A plus long terme**, les perspectives de croissance pourraient être portées par le **plan de développement** (« Agenda 2050 ») lancé en 2023. Le gouvernement vise un [taux de croissance ambitieux de 7%/an](#) pour atteindre la catégorie des pays à revenu moyen supérieur⁶.

- **Un secteur bancaire plutôt résilient**

Le secteur bancaire, composé d'une vingtaine d'établissements, est **dominé par cinq banques** (Zenith Bank, Access Bank, UBA, Union Bank et First Bank) représentant de l'ordre de 45% des actifs.

Le niveau de capitalisation s'est amélioré en 2024 à 15,3%, supérieur au minimum réglementaire (10%). Le ratio de liquidité (49% fin 2024) est également supérieur au minimum réglementaire (30%). **Les prêts non performants se stabilisent** à 4,5% du total, mais pourraient augmenter avec les conséquences sur les

¹ En juillet 2025, le Nigéria a procédé au changement d'année de référence (de 2010 à 2019) pour le calcul de son PIB et fait évoluer certains points méthodologiques. En conséquence, la valeur du PIB a augmenté de l'ordre de 30% et la structure de l'économie a évolué, la part du secteur industriel baissant au profit de l'agriculture et des services.

² Shell, TotalEnergies, ENI et ExxonMobil - projet pétrolier Bonga North, développement du champ gazier d'Ubeta (TotalEnergies et NNPC)

³ Nigeria-Maroc d'une part et gazoduc transsaharien (TSGP) via le Niger et l'Algérie d'autre part

⁴ la plus importante du continent Africain, financée par l'entrepreneur privé A. Dangote

⁵ [Rapport pays juillet 2025](#)

⁶ Selon la terminologie de la [Banque Mondiale](#)



emprunteurs du niveau élevé de l'inflation et des taux d'intérêt.

Les établissements bancaires sont très exposés au secteur des hydrocarbures (¼ des crédits environ). L'[endettement des ménages](#) (20,4 % du PIB en 2025) présente une autre source de vulnérabilité.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Difficile maîtrise des finances publiques**

Le poids des recettes budgétaires provenant des hydrocarbures baisse mais reste important, représentant 28,5% du total en 2024 contre 33,5% en moyenne sur la période 2021-23.

Le Nigéria est l'un des pays d'Afrique sub-saharienne dont le ratio recettes / PIB est le plus bas à 13,3% du PIB en 2024 (18% pour la **moyenne d'Afrique sub-saharienne**)⁷. Le gouvernement multiplie les mesures pour les augmenter (suppression d'exemptions, digitalisation...) mais a dû renoncer à une hausse de la TVA annoncée en 2025 compte tenu du niveau élevé de l'inflation.

Côté dépenses, les subventions pétrolières ont été supprimées en 2024 et celles sur l'électricité réduites de 35% en 2025. Toutefois, la revalorisation du salaire minimum annoncée fin 2024, ainsi que la progression des dépenses sociales et de sécurité devraient contribuer à la dégradation des finances publiques en 2025. Par ailleurs le poids du service de la dette devrait continuer à augmenter

Pour le budget 2025, le gouvernement table sur une hausse du déficit à -4,4% du PIB (-2,6% en 2024) sur la base d'une prévision optimiste de production de pétrole à 2,1 M bl/j (1,3M bl/j en moyenne en 2024) et d'un prix moyen de 75 \$/bl. Il devrait peu s'améliorer en 2026, avec la perspective des élections de 2027 ne favorisant pas la maîtrise des dépenses.

- **Endettement en hausse et charge d'intérêts élevée**

La dette publique n'a cessé de progresser depuis 2020 et avoisinerait 40% en 2025⁸. Cette augmentation est due à l'intégration dans la dette du financement monétaire du déficit par la Banque centrale⁹ mais aussi à la forte progression de la dette extérieure consécutive à la dépréciation du naira face au dollar. En 2024, la dette auprès des non-résidents représentait 49% du stock total contre 39 % en 2023.

Le ratio d'endettement du Nigéria reste inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (61% en 2024 selon le FMI) et au seuil recommandé par la CEDEAO (70%), mais atteindrait celui fixé dans la Stratégie de la dette à

moyen terme du pays (40% du PIB). Il pourrait baisser progressivement à partir de 2026 selon le FMI, à la faveur de la croissance et de l'augmentation des investissements étrangers.

Le poids du service de la dette constitue l'une des principales fragilités du pays. La charge d'intérêts atteignait 20% des revenus du budget consolidé en 2024 mais plus de 40% des revenus du budget de l'Etat central¹⁰. Le ratio devrait progresser à nouveau et avoisiner 24% pour le budget consolidé et près de 50% pour le budget central en 2026. Ce poids s'explique par la proportion importante de dette locale (à taux élevés) et de dette extérieure non concessionnelle (Eurobonds) mais aussi par la faible mobilisation des recettes fiscales.

Le risque de surendettement est qualifié de modéré par le FMI mais la trajectoire de la dette nigériane et de son service doit être surveillée.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance aux hydrocarbures**

Les hydrocarbures (majoritairement le pétrole) représentaient en moyenne 90% des exportations sur la période 2020-2024, rendant le Nigéria extrêmement dépendant, non seulement aux évolutions des cours mais aussi à celles des volumes produits et à la demande de ses clients. **L'Inde est le 1^{er} marché d'exportation** de pétrole du Nigéria, suivie de trois pays d'Europe (Espagne, Pays-Bas et France).

L'exposition globale du pays au marché américain est modeste (5% en moyenne entre 2020 et 2024) et le pétrole est exempté des droits de douane « réciproques » annoncés par l'Administration Trump en avril 2025. En revanche, **le Nigéria est très vulnérable à l'évolution des cours du pétrole, qui reste très incertaine**. Les conséquences des mesures commerciales américaines sur la demande conjuguées aux hausses de quotas de production annoncées par l'OPEP, rendent improbable une augmentation durable des prix. La (même modeste) progression de la production nigériane ne se traduirait pas dans les volumes exportés, une part croissante du brut étant raffinée localement. La baisse des besoins d'importation de carburants liée à la montée en puissance des unités de raffinage devrait être compensée par la progression des importations de biens d'équipements et de consommation.

Les flux de transferts d'expatriés pourraient être ralentis par les mesures de politique migratoire des Etats Unis d'où provenaient en 2023 près de 30%¹¹ du total de fonds envoyés par les travailleurs nigériens de l'étranger.

L'excédent courant de 2024 (9,2% du PIB), devrait ainsi s'éroder progressivement, mais rester confortable à 5,7% du PIB en 2025 et 4,8% en 2026 selon BMI.

⁷ Source FMI REO Avril 2025

⁸ Est. BMI Fitch Solutions après rebasage du PIB

⁹ Lignes d'avances au titre du mécanisme de financement "ways and means" refinancées sur 40 ans à 9% - mises en place en mai 2023.

¹⁰ Le système fiscal nigérien est basé sur le fédéralisme (36 états et 774 gouvernements locaux), les revenus étant centralisés dans un

budget consolidé (Etat central + états fédérés et gvts locaux) avant d'être redistribués. La charge d'intérêt est en revanche supportée par le seul budget de l'Etat central

¹¹ 6 Md\$ sur un total de 19Md\$ source Banque Mondiale-[Remittances](#)



Les flux d'investissements directs (IDE) ont été découragés par l'environnement des affaires et la forte dépréciation du naira en 2023-24. Le Nigéria souhaite en attirer davantage et a notamment ouvert certains secteurs (électricité) aux investisseurs étrangers. Les récentes réformes (baisse des subventions, libéralisation du taux de change) ont renforcé la crédibilité de la politique du gouvernement et pourraient favoriser la confiance des investisseurs. Le Royaume-Uni était à l'origine de 30% des flux d'investissements directs en 2023, mais la France serait le deuxième investisseurs dans le pays (10 Md\$ de stocks), devant le Royaume-Uni, après les Pays-Bas.

- **Hausse de la dette extérieure dont la structure l'expose aux risques de marché**

La dette extérieure du Nigéria a fortement progressé en 2024 à plus de 40% du PIB¹² (moins de 30% en 2023) en lien avec la dépréciation du naira face au dollar.

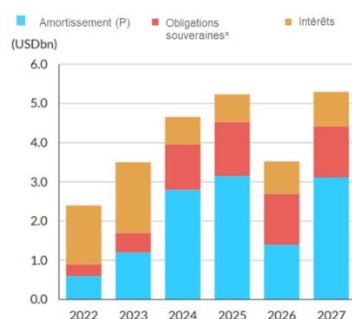
La dette extérieure publique (48% de la dette extérieure totale en 2024) est composée à 38% de **dette obligataire fin 2024** (moins de 33% en 2020). La dette multilatérale (auprès de la Banque Mondiale essentiellement) représente près de la moitié du stock de dette extérieure de l'Etat nigérian et la dette bilatérale (Chine surtout) de l'ordre de 13%. Le gouvernement souhaite privilégier les sources de financement concessionnels dans son programme de financement 2025-26.

Les taux sur les titres souverains nigériens ont nettement progressé en 2024 pour dépasser 22% (taux à 10 ans) début 2025 avant de se replier autour de 17% mi- 2025.

En décembre 2024, le Nigeria a levé 2,2 Md\$ par l'émission de deux Eurobonds (700 M\$ à 6,5 ans et 1,5 Md\$ à 10 ans)¹³. Le gouvernement avait envisagé une émission obligataire de 1,7 Md\$ courant 2025 mais les conditions de marché semblent peu propices.

En novembre 2025, l'Etat devra faire face, selon Fitch Ratings, à 5,2 Md\$ de service de sa dette extérieure dont 1,1 Md\$ au titre du remboursement d'un Eurobond. En 2026 les échéances s'élèveraient à 3,5 Md\$.

Echéances de la dette publique extérieure



* Bonds include Eurobond maturities in 2025 and 2027
Source: Fitch Ratings, national authorities

Fitch Ratings a réhaussé son rating souverain de B- à B en avril 2025, suivi par Moody's qui l'a relevé de Caa1 à B3 en juin 2025.

- **Pressions à la baisse atténuées sur le cours du naira**

En juin 2023, le Président Tinubu, a lancé une vaste réforme du système de change pour unifier les différents taux et rapprocher le cours officiel de celui du marché parallèle. Les mesures se sont poursuivies en 2024, accentuant à la dépréciation du naira qui a perdu environ 70% de sa valeur face au dollar entre mai 2023 et fin 2024 avant de se réapprécier.



La libéralisation du taux de change implique une volatilité accrue du cours face au dollar, d'autant plus dans un contexte international incertain. L'excédent courant devrait limiter les pressions à la baisse du naira dont l'évolution dépendra notamment de celle des cours du pétrole, de la substitution du carburant produit localement à celui importé et de l'attractivité du pays pour les investisseurs.

- **Des tensions sur les liquidités plus modérées**

La Banque centrale a introduit une [plateforme électronique](#) destinée à répondre au mieux aux besoins de devises et limiter les tensions sur les liquidités auxquelles le pays a été régulièrement confronté ces dernières années.

Les différentes mesures prises sous la présidence de B. Tinubu ont permis à la CBN de **reconstituer ses réserves qui ont atteint un pic de près de 41 Md\$ (de l'ordre de 16% du PIB) en janvier 2025** (32 Md\$ en avril 2024) avant de se stabiliser autour de 38 Md\$ en mai 2025 (soit de l'ordre de 5 mois d'importations). Le renforcement des réserves est facilité par une plus grande flexibilité du taux de change et la persistance d'un solde courant excédentaire. Par ailleurs, le Nigéria a conclu avec la Chine fin 2024, **un accord d'échange de devises** (« swap de devises ») d'une durée de trois ans, permettant aux deux pays de réaliser des échanges commerciaux et des investissements en monnaies locales, limitant ainsi la demande et les pressions sur les liquidités d'USD.

¹² Est. BMI Fitch Solutions après rebasage du PIB

¹³ [Nigeria: FG raises \\$2.2bln in Eurobond to fund 2024 budget deficit](#)



4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- **Tensions sociales et situation sécuritaire dégradée**

Bola Ahmed Tinubu, a été élu à la présidence de la Fédération en février 2023 et succédé à M. Buhari qui avait renoncé à se présenter, conformément à la Constitution, après deux mandats. Les deux présidents appartenaient au même parti (All Progressive Congress-APC). M. Tinubu, **a été élu avec moins de 37%¹⁴ des voix** et un très faible taux de participation (moins de 27%), limitant sa légitimité. L'APC détient une majorité au Sénat mais pas à la Chambre des représentants. L'opposition tente de s'organiser avec la création d'une nouvelle alliance African Democratic Congress (ADC) en juillet 2025, en prévision des prochaines élections prévues en 2027. Malgré les critiques, l'APC reste très implanté dans le paysage politique mais sa popularité s'érode.

Les rivalités au sein d'une élite divisée, selon des critères ethniques, religieux et géographiques, fragilisent la situation sociale. La division entre les provinces du sud, où se situent les exploitations de pétrole et celles du nord, sont particulièrement fortes. Les tensions sont alimentées par le niveau élevé du chômage (40% pour les 15-24 ans) et une dégradation des conditions de vie : le taux de pauvreté¹⁵ a atteint 46% de la population en 2024 (30% en 2019) et plus de 30 M nigériens seraient en insécurité alimentaire début 2025 (15 M en 2022).

La situation sécuritaire est dégradée. Les attaques du mouvement islamiste radical Boko Haram se multiplient au nord en lien avec l'instabilité croissante dans la région du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger). Dans le sud (Delta du Niger), l'aggravation des mouvements de contestation concernant la redistribution des revenus pétroliers a conduit le gouvernement à décréter l'état d'urgence en mars 2025 dans la province de *Rivers State*.

- **Des efforts pour réduire les lacunes en termes de gouvernance**

Le Nigéria reste au bas du classement de gouvernance de la Banque Mondiale mais en amélioration (181^{ème} sur 214 pays en 2023 contre 187^{ème} en 2022). Le pays est au 140^{ème} rang (sur 180) de l'indicateur de perception de la corruption de Transparency International 2024 en progression de 10 places en deux ans.

Le Nigéria est inscrit depuis février 2023 sur la « liste grise » des juridictions sous surveillance renforcée du Groupe d'Action Financière (GAFI), en raison de lacunes dans son système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Les Autorités se sont engagées à résoudre ces lacunes. En mars 2025, le GAFI a confirmé que des progrès avaient été réalisés, sans sortir le pays à ce stade de la liste grise.

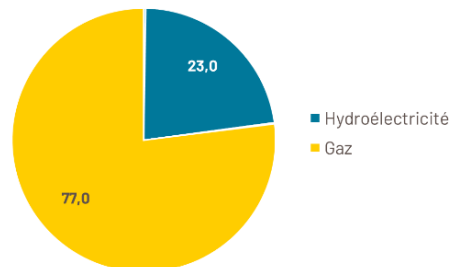
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Nigeria est **très vulnérable au risque climatique** (123^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain) comme en témoigne les violentes inondations qui touchent régulièrement le pays, notamment celle de [fin mai 2025](#). La vulnérabilité est variable selon les régions de ce vaste pays de près de 1 M km² et particulièrement élevée dans les régions du nord-est, très agricoles. La côte et ses activités pétrolières off-shore sont également exposées.

Grâce à sa population, le Nigeria est un **émetteur modeste de CO2/ habitant** (128^{ème} sur 160, 19^{ème} en Afrique), mais se classe au 38^{ème} rang pour les émissions brutes (4^{ème} en Afrique). Le pays vise une réduction inconditionnelle de ses émissions de GES de -20% et de -47% sous conditions de financements extérieurs, à l'horizon 2030. En octobre 2021, à l'occasion de la COP 26, le président nigérien s'est engagé à **atteindre la neutralité carbone d'ici 2060** dans le cadre du Nigeria *Energy Transition Plan (ETP)*. Les mesures annoncées, ciblées sur cinq secteurs stratégiques (électricité, cuisson, transport, pétrole & gaz et industrie) permettent au pays de se classer 29^{ème} sur 60 pays pour la politique climat.

La production d'énergie est responsable de 60% des émissions de CO2. L'électricité est principalement générée par les centrales à gaz.

Nigéria : production d'électricité par sources, en % (2024=40,13 TWh)



Source : Ember, 2025

Le Nigeria s'est engagé à porter à 30% sa production d'énergie renouvelable d'ici 2030 et à développer environ 250 GW de centrales solaires d'ici à 2060 dans le cadre des investissements dans l'hydrogène vert.

Par ailleurs, le président a annoncé un programme de vente de crédits carbone (*Nigeria Carbon Market Activation Policy*), qui doit permettre de [mobiliser jusqu'à 2,5 Md \\$ d'ici 2030](#) ainsi que la création d'un « *Global Climate Change Investment Fund* » destiné au financement des infrastructures vertes. La mise en œuvre de ces réformes ambitieuses repose cependant sur la capacité du gouvernement à mobiliser les investissements et à établir un cadre législatif et institutionnel attractif.

¹⁴ Le président du Nigéria peut être élu dès le 1^{er} tour s'il obtient la majorité relative des voix au niveau national et au moins 25 % des voix dans au moins 24 des 36 États fédérés. Depuis l'organisation d'élections

démocratiques au Nigéria (1999), tous les présidents avaient été élus avec plus de 50% des votes.

¹⁵ BM sur la base du seuil de pauvreté national, [rapport mai 2025](#)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.